



Monsieur Bruno RETAILLEAU
Ministre de l'Intérieur
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
Place Beauvau
75800 PARIS CEDEX 08

Sylviane NOEL

Sénatrice
de la Haute-Savoie

Secrétaire de la
Commission des Affaires
Economiques

Conseillère Régionale
Auvergne Rhône Alpes

Conseillère Municipale
de Nancy-sur-Cluses

Très signalé

La Roche-sur-Foron, le 14 novembre 2024

Réf. : SN/PV/4933

Monsieur le Ministre, *cher Bruno*

Je souhaite attirer votre bienveillante attention sur la possibilité donnée aux services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) comme de très nombreuses collectivités locales ou établissements publics de conserver l'octroi d'une prime de treizième mois aux sapeurs-pompiers professionnels en reconnaissance de l'engagement et des risques inhérents à leurs missions.

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie qui administre le SDIS sur son territoire a récemment pris mon attache pour me faire part d'une difficulté quant au régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels.

En effet, les pompiers du SDIS 74 sont des agents de la fonction publique territoriale. Depuis une délibération de juillet 1999 visant à harmoniser le régime indemnitaire des agents départementalisés, il leur était jusqu'à présent versé une prime de fin d'année aussi appelée treizième mois dont le montant était égal à 1/12^e de leur salaire annuel.

Or, selon les éléments m'ayant été transmis, il a été récemment demandé aux collectivités n'ayant pas délibéré avant le 28 janvier 1984 de ne plus verser cette prime à leurs agents.

Les SDIS ayant été créés douze ans après par la loi n°96-369 du 3 mai 1996, il était leur était impossible de délibérer sur ce sujet.



Pour les agents administratifs de ces services départementaux, la solution pour permettre la compensation de cette prime peut exister par l'intermédiaire du RIFSEEP. Cependant, pour les sapeurs-pompiers professionnels, seules les dispositions du Chapitre II du décret n°90-850 du 25 septembre 1990 portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels font foi.

Ledit décret constitue le cadre juridique central régissant le statut et les indemnités des sapeurs-pompiers professionnels. Actuellement, il ne prévoit pas explicitement la possibilité de bénéficier d'une prime de fin d'année.

D'autres corps de métiers au sein de la fonction publique bénéficient d'avantages similaires, notamment sous la forme de primes spécifiques.

Par souci d'équité et pour éviter une disparité entre les différents secteurs, compléter le texte par la possibilité de continuer à verser une prime de treizième mois aux SDIS disposant d'une délibération consécutive à la départementalisation, serait un moyen de reconnaître l'importance cruciale des services rendus par les sapeurs-pompiers sur nos territoires.

Je crains que l'arrêt du versement de cette prime, perçue depuis 25 ans, génère de vives réactions dans les rangs des sapeurs-pompiers professionnels.

En conséquence, je souhaiterais savoir si une révision du décret n°90-850 pourrait être envisagée afin de créer un levier de motivation essentiel, contribuant à la fidélisation des effectifs et à l'attractivité du métier.

Je reste naturellement à votre entière disposition pour échanger avec vous sur ce dossier, et vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Bien à moi

Sylviane NOEL